

Aggravation de la situation en Haïti
**Le Gouvernement canadien doit cesser d'appuyer
un président contesté par son propre peuple**

Montréal, le 15 décembre 2003 - Le milieu de la coopération et de la solidarité internationale représenté par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) est extrêmement préoccupé par l'aggravation de la situation en Haïti et fait appel à l'intervention du Gouvernement canadien pour dénoncer la responsabilité du régime du Président Jean-Bertrand Aristide dans la détérioration de la situation actuelle.

L'AQOCI demande au nouveau premier ministre du Canada, M. Paul Martin, de poser un geste de solidarité envers la population haïtienne en retirant son appui au régime du parti *Lavalas*. « Le message envoyé à la communauté internationale sera enfin clair, » selon Mme Maria-Luisa Monreal, directrice de l'AQOCI. « Malgré les espoirs soulevés par l'élection démocratique de M. Aristide en 1990, son règne est bel et bien truffé d'abus des droits de la personne depuis son retour au pouvoir lors d'élections controversées en 2000. »

La population à la merci des bandes armées

Des bandes armées sévissent impunément dans le pays. En octobre et novembre 2003, ils ont assassiné près de 50 personnes, parmi lesquelles des femmes et des enfants. La liberté d'expression est sans cesse menacée, en particulier celle des journalistes, des activistes de droits humains, de mouvements citoyens opposés au régime *Lavalas*. Même un « sit-in » silencieux des mouvements de femmes, pour protester contre ces violations des droits, à la fin d'octobre 2003, a subi l'agression physique et verbale violente des milices *lavalassiennes* (« chimères »), sous les yeux des policiers. Le 5 décembre dernier, des « chimères » ont envahi les locaux des institutions universitaires blessant étudiants, professeurs, recteur et vice-recteur et saccageant des infrastructures.

De nombreux témoignages montrent la complicité des forces policières, quand ces dernières ne sont pas elles-mêmes impliquées dans les crimes commis contre les civils. La situation est telle que le doute n'est plus permis quant à la responsabilité des plus hautes instances du Gouvernement haïtien et du Président Aristide lui-même dans ce déchaînement de violences.

« Le gouvernement *Lavalas* a perdu toute légitimité, en faisant fi des droits humains de son peuple et en ignorant les appels à la démocratie de la communauté internationale » dénonce Mme Suzanne Loiselle, vice-présidente de l'AQOCI et directrice de l'Entraide missionnaire.

L'AQOCI demande donc au Gouvernement canadien de dénoncer publiquement la responsabilité du Président Aristide et de son gouvernement dans la situation qui prévaut actuellement et d'exiger la mise en place immédiate des conditions favorisant la tenue d'élections générales ouvertes et démocratiques.

- 30 -

SOURCES : Maria-Luisa Monreal, directrice de l'AQOCI
Suzanne Loiselle, vice-présidente de l'AQOCI, directrice de l'Entraide missionnaire

CONTACT : Denise Babin, chargée des communications de l'AQOCI
514 871-1086, poste 205; cell. : 514 602-1861